

# LES TRAVAILLEURS BRETONS NE VEULENT PAS ÊTRE LES VICTIMES DE LA CRISE !

**Moins touchée par les précédentes crises, la Bretagne connaît aujourd'hui, un séisme économique et social. L'agroalimentaire, l'industrie automobile et les nouvelles technologies de l'information et de la communication étaient jusque-là, les piliers économiques. En proie aux concurrences du marché mondialisé, le fameux « modèle breton » est mis à mal.**

Les salariés de l'agriculture et de l'industrie agroalimentaire représentent un tiers des emplois en Bretagne (60 000). Le capitalisme a réduit les paysans, les travailleurs et les moyens de production les plus vitaux, à l'état de variable d'ajustement du marché mondial. Cela au détriment d'une agriculture respectueuse de la vie et de l'environnement.

Les aides européennes sont utilisées pour promouvoir le dumping sur les marchés extérieurs, comme les exportations de volailles dans les pays du Golfe et de l'Afrique subsaharienne.

**Des milliers d'emplois ont été supprimés en quelques mois :** 1000 avec la faillite du volailler Doux, 900 chez Gad, avec la fermeture de l'abattoir de Lampaul-Guimiliau dans le Finistère, 400 emplois CDI et intérimaires sont menacés chez Marine-Harvest, un groupe norvégien producteur de saumon qui réalise un bénéfice de plus de 120 millions d'euros en 2012. Malgré ce résultat, la direction veut délocaliser les activités en Pologne pour maintenir la rente de ses actionnaires. Tilly-Sabco, elle aussi, menace de réduire son personnel. Selon les syndicats, 8000 emplois sont menacés au total en comptant les emplois indirects. Le patronat est responsable de ce qu'une syndicaliste n'hésite pas à qualifier d'« hécatombe ». Ils font payer aux salarié(e)s une crise dont ils ne sont pas responsables, pour maintenir leurs taux de profit.

## **Des mesures gouvernementales inadaptées pour un résultat contre-productif.**

Les annonces du Premier Ministre articulées autour du Pacte d'avenir pour la Bretagne, outre qu'elles arrivent bien tard, ne sont pas à la hauteur des mobilisations et des exigences salariales. L'annonce de la mise en place de l'écotaxe, vécue comme une attaque supplémentaire ne s'attaque pas réellement au système capitaliste. Celui-ci s'appuie d'une part sur une surexploitation du travail paysan et salarié et d'autre part sur la destruction de l'environnement.

## **Des familles dans l'impasse financière, des territoires économiquement sinistrés ...**

Dans d'autres secteurs, les conséquences de la crise économique s'accroissent. L'usine PSA de la Janais prépare 1400 suppressions de postes ; l'unité rennaise d'Alcatel Lucent est condamnée à la fermeture par ses actionnaires. ; Ouest-France veut supprimer 130 postes ; la Fnac annonce plusieurs dizaines de suppressions d'emplois ; sans compter le nombre croissant de petits commerçants, de PME et PMI qui sont liquidées ou sérieusement menacées.

L'expérience montre que les reclassements liés aux Plans de Sauvegarde de l'Emploi se traduisent la plupart du temps par des CDD, des baisses de salaires, des lieux de travail éloignés du domicile, ou par le chômage. Les licenciements chez Doux remontent maintenant à plusieurs mois et seulement 50 salariés sur 1000 ont obtenu un reclassement.

**Les salariés licenciés paient cash ces stratégies des entreprises.** Des salariés épuisés par des conditions de travail indignes, des milliers de familles dans la détresse, vont être sacrifiés pour donner des signaux aux marchés et assurer la rentabilité des actionnaires alourdissant encore le poids du déficit et de la dette publique.

Tous ces salariés ont contribué au développement de la productivité de ces entreprises qui maintenant les licencient. Les élus locaux ont souvent favorisé leur développement avec les subventions publiques. Et les actionnaires devraient être les seuls décideurs ? C'est inacceptable ! Nous pensons que les travailleurs/es, avec les élus locaux, devraient avoir leur mot à dire, sur les investissements, la recherche, la formation, les reconversions... Pour cela, nous voulons conquérir de nouveaux droits pour sortir de la domination des actionnaires

## **FACE À CE GÂCHIS, UNE SEULE SOLUTION LA MOBILISATION TOUS ENSEMBLE, DE TOUS LES SALARIÉS, VICTIMES DIRECTES OU NON DES PLANS SOCIAUX.**

**Nous soutenons toutes les mobilisations en cours, et celles à venir, qui visent à défendre l'emploi contre les saccages de la finance. Le gouvernement doit agir, il en a les moyens.**

**Nous appelons à la construction d'un nouveau modèle agricole durable. Il doit être respectueux de la nature, Il doit être fondé sur la satisfaction des besoins locaux et sur l'échange commercial équitable. L'agriculture doit s'arracher des griffes de la spéculation et des cours sur les marchés mondiaux.**

**STOP AUX LICENCIEMENTS  
AUCUN SALARIÉ A PÔLE EMPLOI  
MAINTIEN DE L'INTÉGRITÉ DE LEUR DROITS SOCIAUX**

